

Présentation

« Sociologiser » le Proche-Orient
pour renforcer la République

par Éric KESLASSY

À l'origine de ce livre

« Pour assurer la sécurité des colons, le gouvernement Sharon ordonne la construction d'un mur enclavant encore davantage les territoires palestiniens. » Cette citation est extraite d'un texte qui légende une photographie du « mur » qui sépare Israël de la Cisjordanie. Insérée dans la double page intitulée « Le Moyen-Orient : une zone toujours sensible de la planète » du manuel d'histoire de Terminale L-ES publié en 2004 par les éditions Bréal, elle constitue donc l'un des commentaires sur lesquels sont censés s'appuyer les futurs bacheliers. Pourtant, cette phrase est au moins inexacte : à la suite de la multiplication des attentats palestiniens se déroulant sur le territoire israélien, le gouvernement Sharon a décidé de la construction de cette « clôture¹ » pour protéger l'ensemble de sa population. Il n'est donc aucunement question d'assurer la sécurité des seuls colons, sauf à considérer que, par exemple, Tel Aviv est une colonie ! Mais bien d'essayer d'assurer la sécurité de tous les habitants d'Israël – les colons se situant à l'abri derrière le « mur » représentant un infime pourcentage du total des personnes « protégées ».

1. La dénomination « mur » s'est aujourd'hui répandue. Si elle n'est pas totalement fautive, elle ne retranscrit qu'une petite partie de la réalité. En effet, ce « mur » (*fence* en anglais) est vraiment un mur de béton sur 19 kilomètres, ce qui représente un peu moins de 8,5 % du total de 226 kilomètres de séparation érigée au 31 juillet 2004. Le reste du tracé (soit 91,5 % !) présente une clôture de sécurité traditionnelle, faite principalement de systèmes électroniques. On pourrait choisir d'insister sur le fait que cette construction signifie que, dans les faits, le camp nationaliste, celui d'Ariel Sharon, renonce définitivement à son idéal de « Grand Israël », mais on préfère très souvent mettre à l'index un « mur de la honte » ou, pire encore, un « mur de l'apartheid ». Les mots ne sont évidemment pas innocents. Nous y reviendrons.

En provoquant la réaction d'associations – notamment la LICRA² –, ces mots « Pour assurer la sécurité des colons... » sont directement à l'origine de ce livre. Ainsi alerté, l'éditeur a d'abord pris acte de la déficience des filtres (éditeur, directeur de collection, auteurs), pourtant mis en place pour éviter ce type d'erreurs qui peuvent se révéler lourdes de conséquences dans le contexte actuel, et, très rapidement, a décidé de modifier cette légende dans les éditions suivantes. Il a choisi d'aller plus loin en se lançant dans une réflexion globale visant à comprendre comment une telle erreur a pu se produire. Le plus inquiétant réside sans aucun doute dans le fait que cette phrase destinée à un public lycéen n'a, *a priori*, pas été écrite par un rédacteur engagé idéologiquement sur cette thématique, mais par un professeur d'histoire qualifié³. Ici, il n'est donc bien évidemment pas question d'un acte militant mais d'une phrase ainsi rédigée parce qu'elle correspond à un certain air du temps.

La perception que l'on peut se faire des événements se déroulant au Proche-Orient est en effet soumise à cet air du temps qui se nourrit d'idées préconçues et/ou fantasmées et de conceptions simplistes et/ou manichéennes. Or, c'est l'ambition de ce livre que d'essayer de récuser cette vision déformée, ce qui revient à tenter de proposer un Proche-Orient échappant au « brouillard imaginaire et fantasmatique qui l'entoure trop souvent⁴ ». La tâche est loin d'être aisée, elle réclame de s'entourer de principes méthodologiques rigoureux – ceux-là mêmes qui sont à l'œuvre dans la sociologie.

2. Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

3. Pour être plus précis, le directeur de collection du manuel, le coordinateur de l'ouvrage, comme dix des treize rédacteurs ayant participé à sa conception, sont au minimum agrégés d'histoire. Les trois derniers sont respectivement maître de conférence à Sciences Po, certifié d'histoire-géographie et certifié bi-admissible d'histoire-géographie.

4. Frédéric Encel et François Thuail, *Géopolitique d'Israël. Dictionnaire pour sortir des fantasmes*, Le Seuil, 2004, p. 12.

L'exemple de la sociologie

Au fond, la problématique essentielle de cet ouvrage consiste à appliquer « les règles de la méthode sociologique » – pour reprendre le titre de l'ouvrage fondateur d'Émile Durkheim – aux approches médiatiques, historiques, géopolitiques et pédagogiques qui se donnent pour objectif de commenter, retranscrire, analyser et transmettre les épisodes successifs ayant composé et/ou composant le conflit du Proche-Orient. Souhaitant établir que la sociologie est une science, l'école française s'appuie sur une « façon de faire » particulièrement instructive pour notre objet, et dont il paraît utile de broser, même rapidement, les grands traits. Ce courant sociologique considère que sa discipline est une science, d'une part parce que, selon lui, elle possède un objet d'étude spécifique – les « faits sociaux⁵ » – et d'autre part parce qu'elle cherche à mettre en œuvre une méthode de recherche scientifique⁶. Durkheim explique la très grande difficulté à adopter un comportement scientifique pour le sociologue confronté à des faits sociaux « qui se trouvent déjà représentés dans l'esprit, non seulement par des images sensibles, mais par des sortes de concepts grossièrement formés⁷ ». Il devient alors nécessaire de rompre avec eux, ce qui nécessite d'écarter systématiquement ce que Durkheim appelle les « prénotions » – nous disons plus volontiers « préjugés » aujourd'hui. Cette règle est d'ailleurs à la base de toute démonstration scientifique. En bonne sociologie durkheimienne, cela suppose de « considérer les faits

5. Les faits sociaux « consistent en des manières d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu, et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui. » (Émile Durkheim, *les Règles de la méthode sociologique* (1895), PUF, 2004, p. 5.)

6. Il ne nous appartient pas de revenir sur le débat récurrent consistant à se demander si la sociologie est une science. Bornons-nous à signaler que la proposition d'Émile Durkheim n'est pas acceptée par tous les sociologues. Ne serait-ce que sur le premier point – l'objet propre –, citons par exemple Raymond Aron qui marque toute sa distance lorsqu'il écrit : « la sociologie peut être qualifiée par une perpétuelle recherche d'elle-même. Sur un point et peut-être un seul, les sociologues semblent d'accord : la difficulté de définir la sociologie. »

7. Émile Durkheim, *les Règles de la méthode sociologique*, *ibid.*, p. 15.

sociaux comme des choses.⁸ » Il faut entendre « chose » comme étant ce qui est observable de l'extérieur, ce que l'on ne peut pas connaître à partir de sa seule vision du monde ou interpréter à l'aune de son seul système de valeurs. Ainsi, le sociologue doit s'affranchir « de ces fausses évidences qui dominent l'esprit du vulgaire, [et secouer], une fois pour toutes, le joug de ces catégories empiriques qu'une longue accoutumance finit souvent par rendre tyranniques⁹ ». Les prénotions s'imposent d'autant plus facilement qu'elles sont nécessairement ressenties comme des évidences indiscutables. La distance par rapport à son objet d'étude constitue donc la première étape de toute démarche scientifique. La difficulté de réaliser cette distanciation réside dans le fait que, fort de son expérience, chaque individu développe un ensemble – extrêmement subjectif – de représentations de la réalité qui est presque toujours très éloigné d'une perception « objective¹⁰ ». Pour approcher cette dernière, il n'y a pas d'autre moyen que de s'interroger sur la validité de ses *a priori* car « on ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire¹¹. » La connaissance première, l'opinion commune, l'intuition, l'idée préconçue ou le préjugé doivent être analysés et passés au crible des faits, ne pas être pris pour des certitudes, pour parvenir à construire des connaissances réelles. « Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit¹². » Il y a un savoir immédiat, se fondant sur des évidences aveuglantes, qu'il faut remettre en cause – même si c'est pour le confirmer au bout du compte – afin d'atteindre la connaissance véritable¹³.

8. *Ibid.*, p. 15.

9. *Ibid.*, p. 32.

10. Comme le sociologue est acteur de la vie sociale, sa tâche est d'autant plus ardue. Il doit tout faire pour mettre entre parenthèses son expérience personnelle et occulter ses implications sociales – qu'elles soient familiales, politiques, religieuses, etc. –, pour observer de la manière la plus « objective » possible une réalité sociale à laquelle il participe.

11. Gaston Bachelard, *la Formation de l'esprit scientifique* (1938), Vrin, 2004, p. 16.

12. Gaston Bachelard, *ibid.*, p. 16.

13. Le sociologue s'appuie notamment sur des statistiques pour transformer une prénotion en connaissance.

Cette nécessité d'objectiver impose le souci constant de la distanciation par rapport à ce que l'on croit savoir, ainsi que celui de la vérification de ce que l'on avance. Adopter cet état d'esprit est évidemment valable quelle que soit la spécialité que l'on exerce et le champ que l'on observe.

Application au Proche-Orient

Le sociologue s'efforce d'écarter les prénotions pour en finir avec une « sociologie spontanée » qui trahit la réalité sociale. Le commentateur des événements du Proche-Orient – qu'il soit historien, géopoliticien, journaliste ou même enseignant – doit veiller à opter pour une même attitude mentale. D'une certaine manière, les prénotions de l'historien sont les mythes qui travestissent le passé et qui peuvent, notamment lorsqu'ils s'appliquent à cette région, hypothéquer le présent. Il existe en effet autour du Proche-Orient un grand nombre de « fables » qui sont particulièrement tenaces. Le devoir de l'historien consiste aussi à les dénoncer à l'aide d'une argumentation irréfutable. En proposant un retour sur les fondements du sionisme, Georges Bensoussan démontre la nécessité d'en revenir à l'histoire. Or, certains mythes récurrents nous détournent de cette voie : celui qui consiste à affirmer que le sionisme n'est qu'une « réponse à l'antisémitisme » et, plus dangereux encore, celui qui fait de la création de l'État d'Israël la conséquence de la Shoah. L'idée également que le sionisme représente la dernière forme de colonialisme dans un monde décolonisé. Georges Bensoussan prouve combien ces assertions sont fausses et néfastes. Sans jugement de valeur, il insiste également sur le lien à la fois séculaire et mystique qu'entretiennent depuis toujours les Juifs avec leur terre, parce que c'est un élément structurant de l'imaginaire collectif du peuple juif. Au fond, Georges Bensoussan expose pourquoi le sionisme insupporte, et nous invite à nous rendre compte que comprendre la « légende noire » du mouvement national juif est essentiel pour qui veut s'expliquer la violence incessante qui

agite le Proche-Orient. De fait, il se développe un grand récit négatif sur le sionisme et sur Israël, comme l'indique avec précision Pierre-André Taguieff. Dans son esprit, cette mythologie « antisioniste » demeure un obstacle capital si l'on souhaite établir une paix durable au Proche-Orient. La « nouvelle judéophobie¹⁴ » se concentre aujourd'hui sur Israël et le sionisme qui ne cessent d'être mythifiés négativement. Pour les deux historiens, il est finalement devenu de bon ton de se proclamer antisioniste, ce qui revient à souhaiter – explicitement ou implicitement – la disparition de l'État d'Israël. Soyons clair : il n'est évidemment pas question d'interdire ou de délégitimer toute critique de la politique israélienne, mais de pointer la généralisation d'un discours qui vise à remettre en cause l'existence même de l'État hébreu. On pourrait penser que cette idéologie, répandue au sein des populations du monde arabo-musulman, reste cantonnée à certains milieux marginaux dans les démocraties occidentales. Pourtant, tout dernièrement, à travers la proposition renouvelée d'un Israël binational, afin de régler la question des réfugiés palestiniens, ce n'est ni plus ni moins que la destruction d'Israël qui est évoquée en haut lieu. Cette hypothèse fédérale ou confédérale est en effet de plus en plus défendue, y compris dans l'entourage du président de la République française¹⁵. Une théorie faisant d'Israël une sorte de « parenthèse » dans l'histoire a même été formulée, et ce dans les plus hautes sphères de l'État : elle pourrait se transformer, « si l'on n'y prend garde », « en vulgate officielle » puisqu'« elle [est] assez bien exprimée, après tout, au cours de ces petits déjeuners ou déjeuners auxquels l'actuel président de la République et ses principaux assistants convient des auditeurs soigneusement sélectionnés¹⁶ ». Cette conception de la « parenthèse » s'appuie aussi sur un mythe très résistant : la disparition d'Israël

14. Pierre-André Taguieff, *la Nouvelle Judéophobie*, Mille et une nuits, 2002.

15. Jean-Marie Colombani, *Tous Américains ? Le monde après le 11 septembre 2001*, Fayard, 2002, p. 94.

16. Jean-Marie Colombani, *ibid.*, p. 104.

permettrait à l'Europe d'entretenir de meilleures relations – économiques, politiques, diplomatiques – avec le monde arabe. Dans cette perspective, l'État juif n'est plus qu'une « greffe » qu'il importe de dissoudre. En dehors de toute autre considération, faut-il préciser ici qu'une Palestine viable a besoin d'un Israël indépendant et sécurisé ?

Pour Pierre-André Taguieff, la réprobation d'Israël prend la forme d'accusations malsaines : « génocide », « apartheid », « purification ethnique », « racisme¹⁷ », etc. C'est alors l'occasion de faire des victimes d'hier les bourreaux d'aujourd'hui. Cet « antisionisme radical » s'appuie directement sur de vieux mythes antijuifs recyclés : les Juifs sont haineux, ils procèdent à des crimes rituels et sont à l'origine d'un vaste complot mondial – qui, de plus en plus souvent, est décrit comme un « complot américano-sioniste » afin de banaliser l'amalgame entre les deux « ennemis ».

Énoncer une histoire « sereine » du Proche-Orient suppose donc se défaire de mythes qui ont la vie dure. Pour autant, est-il possible d'écrire une histoire « objective » du Proche-Orient ? C'est la question que nous avons posée à Ilan Greilsammer. Sa réponse très personnelle est précieuse : ses engagements religieux (juif pratiquant) et politique (sioniste de gauche) influencent nécessairement sa compréhension de l'histoire. « Il ne fait aucun doute que l'historien est influencé par ses propres croyances », écrit-il avec force. En effet, comme le sociologue, l'historien doit faire avec son propre parcours, ce qui rend difficile toute histoire « objective », mais pas le récit d'une « histoire honnête ». La sincérité peut, et même doit, être l'horizon de l'historien du Proche-Orient, qu'il soit israélien ou palestinien. En revenant sur les conséquences de la naissance de l'État d'Israël, les « nouveaux historiens » israéliens apportent

17. Le sommet de ces combinaisons perverses fut atteint, en 2001, au cours de la Conférence mondiale contre le racisme de Durban (Afrique du Sud) qui se tenait sous l'égide des Nations unies, durant laquelle un violent antisionisme antisémite s'est ouvertement exprimé.

le témoignage direct qu'une histoire honnête est possible. Mieux : elle est indispensable pour faire émerger une vision « pacifiée » de la région. Ilan Greilsammer achève sa contribution sur une constatation que l'on peut voir comme porteuse d'espoir : pour l'instant, il n'existe qu'une histoire engagée du côté palestinien, une histoire qui refuse la remise en cause, une histoire idéologisée ou militante, et le jour où les historiens palestiniens se donneront le devoir d'impartialité, nul doute qu'un pas non négligeable aura été franchi dans le rapprochement des deux peuples. Nous avons demandé à un historien palestinien de nous écrire cette histoire raisonnée de la Palestine : après avoir accepté, il n'a finalement jamais remis son texte malgré nos relances. Est-ce un exercice si difficile pour un historien palestinien que d'écrire avec détachement l'histoire de son peuple ? Le chercheur arabe Khattar Abou Diab a, lui, courageusement été au bout de cet exercice difficile consistant à rédiger une histoire dépassionnée du conflit israélo-palestinien. Sans parti pris selon lui, il nous donne à lire un récit qui propose également quelques pistes de réflexion pour que les perspectives de cette histoire soient un jour heureuses.

Si le mythe est la prénotion de l'historien, le géopolitologue doit tenir compte d'un danger semblable avec les fantômes, ceux qui structurent la pensée collective des deux peuples : israélien d'une part, palestinien d'autre part. Il en est ainsi des représentations qui sont, il est vrai, très difficilement modifiables : les Israéliens ont ainsi mis longtemps à comprendre que les Palestiniens, dans les années 1970-1980, s'étaient définitivement dotés d'une conscience nationale autonome. Les Palestiniens ont eu beaucoup de mal à reconnaître l'existence de l'État d'Israël. À Oslo, Rabin et Peres prenaient officiellement acte de l'émergence d'une conscience nationale palestinienne bien spécifique des autres nations arabo-musulmanes et Arafat reconnaissait enfin que l'État juif était incontournable. Mais la paix n'a pu être définitivement conclue. Or, aucune solution équitable au conflit israélo-palestinien ne saura être trouvée sans pragmatisme, c'est-à-dire sans abandonner les représentations qui mettent en

cause la légitimité de l'autre dans la région. Les Israéliens ont dû abandonner leur rêve hégémonique d'un « Grand Israël » – à cet égard, le chemin idéologique parcouru par un Ariel Sharon se battant pour imposer à son propre camp politique le retrait de la bande de Gaza est immense. Les Palestiniens ont dû oublier leur souhait d'une « Grande Palestine ». Mais la fin de ces rêves expansionnistes ne suffit pas si les représentations fantasmées de l'autre perdurent. De ce point de vue, le travail doit se poursuivre dans les écoles – en particulier dans les manuels scolaires –, la presse, les élites, la rue, etc., et force est de constater que, sur ce plan, Israël est une démocratie qui a plusieurs longueurs d'avance sur l'Autorité palestinienne. Le début de démocratisation de l'appareil politique palestinien opéré par Mahmoud Abbas indique qu'une meilleure voie a été prise qu'au lendemain d'Oslo. Parce que si les frontières, les ressources, et même les symboles sont négociables, la pleine reconnaissance de la légitimité identitaire de l'autre ne l'est pas.

Avec une démarche géopolitique, Frédéric Encel dénonce les fantasmes qui entourent la légalité internationale d'Israël. Celle-ci est inattaquable. Il s'interroge également sur l'idée de « poudrière » accolée au conflit israélo-palestinien et analyse la portée de deux phénomènes : l'importance prise par les massacres de Sabra et Chatila en 1982 et, véritable fantasme, le fait qu'Israël envisagerait de transférer – expulser – les Palestiniens de son territoire. Enfin Frédéric Encel remet, lui aussi, en perspective le partenariat entre l'État juif et les États-Unis en étudiant le poids réel du lobby juif outre-Atlantique. Il propose d'en finir avec une fantasmagorie savamment entretenue qui empêche la mise en œuvre d'une géopolitique pragmatique, seul moyen d'aboutir à une solution équilibrée au Proche-Orient.

Les mythes et les fantasmes se diffusent d'autant plus rapidement que nous sommes dans une société mondialisée de l'information. Les médias ont donc une responsabilité toute particulière dans la façon dont ils communiquent sur les événements qui se déroulent au Proche-Orient, d'autant qu'une

« guerre médiatique » paraît s'être déclenchée entre Israéliens et Palestiniens. Tout en nous restituant ce contexte relativement nouveau, Daniel Dayan explique combien l'image est marquante et définit nos représentations. Par exemple, l'image des jeunes Palestiniens lanceurs de pierres faisant face aux puissants tanks de l'armée israélienne a fait le tour du monde, participant d'une vision manichéenne, largement fictive, de l'opposition entre Palestiniens et Israéliens. Plus encore, le commentaire qui accompagne les images est fondamental et révélateur de la façon dont l'information est traitée¹⁸. En d'autres termes, le choix des mots est essentiel. « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ! » disait Albert Camus. Lorsqu'il s'agit d'observer et de retranscrire le Proche-Orient, cette citation prend une signification toute singulière. Dans cette partie du monde, la désinformation ou la mauvaise information – qu'elle soit voulue ou non dans les deux cas – peut avoir des conséquences tragiques. Nous avons déjà rapidement évoqué le mal-nommé « mur », aussi nous ne donnerons qu'un exemple supplémentaire : celui du « kamikaze ». Sauf en ce qui concerne la certitude de la mort, l'auteur d'un attentat-suicide palestinien est ainsi désigné alors que son acte n'est pas comparable à celui du pilote de l'armée japonaise qui précipitait son avion sur un bâtiment de guerre américain durant la Seconde Guerre mondiale. La distinction majeure se tient sur le plan moral et sur la philosophie qui sous-tend le projet suicidaire : le kamikaze nippon s'attaquait à des militaires alors que le « kamikaze » palestinien s'en prend aussi à des civils¹⁹. En dépit de cette différence essentielle, le vocable impropre s'est maintenant durablement – définitivement ? –

18. La mort du jeune Palestinien Mohamed al-Dura (douze ans) – dans les bras de son père – au carrefour de Netzarim est à l'origine d'une immense controverse qui illustre jusqu'à la caricature le poids de l'image et l'importance du commentaire. Sur ce point, voir Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Mille et une nuits, 2004, p. 367-370.

19. Nous reprenons ici l'analyse de Frédéric Encel plus longuement développée dans *Géopolitique de l'apocalypse. La démocratie à l'épreuve de l'islamisme*, Flammarion, 2002, p. 28-29, voir note 22, où le terme kamikaze est employé.